Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 544

Artikel: Débat : culture scolaire et sélection sauvage
Autor: P.S.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1022371

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

APRÈS TRÉMOLIÈRES

La nouvelle bouffe

On sait deux ou trois choses de la bouffe et la politique: dangers de l'arme alimentaire, développements de la bio-industrie, inégalité devant l'assiette[1], obésité = péril occidental numéro un, dû à une nutrition mal équilibrée.
On sait aussi désormais que, même en dehors des laboratoires de biochimie et des congrès de diététique, l'intérêt s'accroît pour tout ce qui concerne «L'homme et son alimentation» (thème d'un excellent numéro hors-série de «Science et Vie», paru tout récemment). A l'ère de McDonald, du veau blanc, des surgelés, des cantines, des farines sans fibres et très bientôt des aliments irradiés, le problème de la nutrition est trop important pour qu'on le laisse aux charlatans de la protéine, aux apprentis-sorciers de la lutte contre le surpoids ou aux autres prêcheurs de régimes déséquilibrés.

Depuis des années, les spécialistes conscients de leurs responsabilités s'adressent aux autorités et aux consommateurs, non pour les alarmer en vain, mais pour leur rappeler que l'avenir des populations se prépare dans les cuisines, véritables abris de la protection civile contre les maladies cardio-vasculaires, les affections du tube digestif et même contre certains blocages psychosomatiques. Mort en 1976 d'une maladie que ses préceptes auraient dû lui épargner, le célèbre nutritionniste Jean Trémolières a laissé d'innombrables publications dont les échos imprègnent de plus en plus les comportements quotidiens.

Certes, il y a encore de sérieuses erreurs dans les habitudes individuelles et les mentalités collectives. Certes, il y a encore des couacs au niveau même des consignes émanant de gens d'ordinaire raisonnables (voir les incitations récentes à l'augmentation de la consommation de la viande, lancées avec la caution des associations de consommateurs).

Mais, dans l'ensemble, l'alimentation devient sujet de réflexion positive et d'interventions valables. Les producteurs marginaux et les «nouveaux épiciers» ne sont plus seuls à l'avoir compris. Si pour leur part les grands fabricants de l'argo-business n'ont pas encore vu grand-chose, certains distributeurs, plus proches des consommateurs, sont à la recherche d'un nouveau «marketing» alimentaire; pensez aux produits libres de Carrefour et aux assortiments ultraréduits de sa «succursale d'expérimentation», la société Ertéco, qui exploite en France une dizaine de magasins à l'enseigne Ed — comme Epicier et Discount.

Nouvelle sensibilité alimentaire et marketing de crise se rejoignent. Une combinaison à suivre, pour éviter que le second ne neutralise la première, absolument vitale.

[1] Cf Marian Apfelbaum et Raymond Lepoutre: *Les mangeurs inégaux*, Ed. Stock 1978.

DÉBAT

Culture scolaire et sélection sauvage

Après un débat au Grand Conseil genevois sur la réforme scolaire, nous publiions (DP 536, 6.3.1980) le courrier d'un lecteur sur le sujet: remise en cause de l'«indifférenciation croissante» qui caractériserait l'organisation actuelle de l'école genevoise.
Quelques numéros plus tard (DP 542, 24.4.1980), notre ami J.-J. Schilt posait quelques questions précises à notre correspondant genevois, soulignant que dans le canton de Vaud les partisans du «statu quo» s'étaient emparés de cette contribution au débat pour justifier leur opposition à toute réforme.

Aujourd'hui. P.S. (il s'agit toujours d'un pseudonyme; mais — qu'on se rassure! — l'auteur nous est connu) répond à J.-J. Schilt, faisant, à notre avis, progresser un dialogue indispensable (Réd.).

1. Mettons tout d'abord une chose au point! Il n'a jamais été dans mon intention de défendre le système scolaire secondaire vaudois; mes trois enfants y ont passé et l'ont subi! Je soutiens donc totalement la lutte que les enseignants de ce canton mènent contre la sélection à la fin de la quatrième année et pour l'instauration d'un cycle d'observation en cinquième et en sixième année. Ceci étant, je demande à M. Schilt de considérer que la situation du canton de Vaud n'est pas la même que celle du canton de Genève. C'est plutôt dans cette direction que je lui suggère de répondre à ceux qui se sont emparés de mes arguments pour les utiliser dans un autre contexte.

2. Ce qui me dérange dans les propos de M. Schilt: j'y sens un parti-pris qui consiste à croire que la démocratisation de l'école passe par la formation gymnasiale pour tous. Démocratiser l'école, pour moi, ce n'est pas faire en sorte que toujours plus d'élèves soient contraints de faire une maturité. Tenter cela serait cruel pour bien des élèves et fatal pour la maturité. C'est accorder beaucoup d'importance à la maturité que d'en faire un critère

du niveau culturel d'un canton. Quand on tient ce genre de propos, on fait le jeu de la droite tout en se donnant l'impression de l'attaquer.

3. Il y a à présent 65% d'élèves en sections pré-gymnasiales au Cycle d'orientation genevois alors qu'il devait y en avoir la moitié moins au démarrage de cette institution. J'interprète ce chiffre en praticien et non en statisticien politique. Ce ne sont pas les élèves qui ont changé de niveau, mais les sections pré-gymnasiales qui ont perdu leur identité. Et c'est pour cela que je parle de perversion et de tromperie.
Si tous les parents précipitent leurs enfants dans ces sections, c'est qu'ils s'imaginent, en bons parents qu'ils sont, que leurs enfants vont faire des études longues et devenir quelqu'un d'important. Or ces enfants, dans la plupart des cas, ne feront pas ces études longues.
Le phénomène qui se produit déjà entre le primaire et le Cycle d'orientation tend à se répéter entre le Cycle d'orientation et le collège: on retrouve au collège des cohortes d'élèves qui n'aiment pas les études, qui s'ennuient et qui chahutent.
On pourrait dire que ce n'est pas un mal en soi; mais quand ces élèves abandonnent le collège, ils ont souvent désappris à apprendre, ils sont aigris, ils quittent sur un échec.
Ce n'est pas parce que je dénonce cette sélection sauvage opérée sur des élèves de dix-sept ou dix-huit ans qu'il faut me faire dire que je suis partisan de la sélection à la fin de la quatrième année telle qu'elle est pratiquée dans le canton de Vaud.

LE TRI ET LA DÉMOCRATISATION

4. Il faut cesser de faire comme si la culture scolaire actuelle était cette chose gratuite que des enseignants généreux distribueraient à des élèves avides d'apprendre.
Il ne faut pas confondre la culture avec les connaissances que l'école dispense, même si ces connaissances ont très peu d'utilité sur le plan pré-professionnel.
La culture scolaire sert avant tout à opérer un tri entre les élèves. Ce n'est pas en gardant ces derniers plus longtemps à l'école dans des classes hétérogènes qu'on réalise cette démocratisation de l'accès à la culture.
Est-ce à dire que le système des sections est meilleur? Il me semble moins malhonnête parce que plus explicite.
D'autre part quand je réclame des sections mieux définies (je parle toujours de Genève), je me réfère au fait que dans tout apprentissage la notion d'identité joue un rôle important; être dans une section bien définie, avec des objectifs et des perspectives relativement précises, aide à se situer. Je concède volontiers qu'une section est aussi une structure enfermante; c'est pourquoi je propose la création de classes de raccordement qui soient plus que des classes de rattrapage ou d'appui.

HIÉRARCHIES: DE L'ÉCOLE À LA VIE

En fait, ce qui me paraît détestable, c'est la hiérarchie qui existe entre les différentes sections. C'est cette hiérarchie que les classes hétérogènes vont permettre de masquer, sans pour autant la faire disparaître.
Soyons clairs: la hiérarchie entre les différentes sections et filières de formation reflète la hiérarchie sociale entre les différentes professions sur lesquelles elles débouchent. Masquer cette hiérarchie en faisant croire que l'école est démocratique, c'est faire le jeu de la droite.

5. Quant à «mon» Cycle d'orientation... S'il est une chose que M. Schilt doit bien savoir, c'est qu'une école n'est pas la propriété d'un enseignant.
Toutefois, on peut toujours rêver et faire des propositions; on est encore très loin d'avoir fait preuve d'imagination en matière de démocratisation.

a. Et si démocratiser l'école passait par une démocratisation de son fonctionnement? En d'autres termes, si on formait réellement les utilisateurs de l'école à exercer un certain pouvoir sur leur formation! On commencerait vraisemblablement par abandonner cette cristallisation sur les sections pré-gymnasiales qui n'intéressent que la minorité, cette conception chosifiée et quantitative d'une culture sociale centrée sur les contenus; on accepterait qu'à l'intérieur d'un cadre général puisse exister une certaine pluralité des démarches. Mais tout ceci n'a de sens que dans le cadre d'une vision globale de la société, une société dans laquelle nous ne vivons pas actuellement. Alors il faut se rabattre sur des compromis et imaginer d'autres solutions moins radicales.

b. Si on veut garder tous les élèves jusqu'à quinze ans dans une école de culture générale, il faut admettre qu'il existe des différences entre eux et à partir de là, se demander comment on peut «gérer» ces différences.
Par ailleurs on définit cette culture générale que doit posséder l'honnête homme par toutes une série de connaissances dont la plupart sont déconnectées de la réalité vécue par l'enfant et qui ne débouchent sur aucun savoir-être ou savoir-faire susceptible de lui donner un pouvoir sur son environnement immédiat. Ne serait-il pas possible d'envisager une formation plus en relation avec la réalité de la vie à laquelle beaucoup d'élèves sont déjà confrontés?

6. Enfin, l'une des causes de mon refus — que je n'ai pas évoquée dans mon article — c'est le contexte général dans lequel cette réforme devrait se réaliser. Ceux qui l'ont préparée se sont contentés d'opérer sur des structures, sans accéder aux demandes réitérées des enseignants: diminution des effectifs par classes, possibilités décentes de se former, temps de concertation, réflexion sur les objectifs, mise en place de l'expérimentation. De plus on prétend contraindre tous les enseignants à adopter cette réforme sans tenir compte du fait que bon nombre d'entre eux n'en veulent pas.

P.S.